

Les économies prévues par le Plan affichent un retard de 1,4 milliard

PIETER BLOMME

«**N**ous sommes encore loin du compte», se lamente une personne proche du dossier. Le gouvernement Michel s'est lancé en toute discrétion à la recherche d'économies et/ou de nouveaux revenus pour maintenir le budget 2017 dans les clous. Trois réunions ont déjà eu lieu entre les principaux ministres à Val Duchesse. Mais les choses ne se font pas sans peine.

Le gouvernement doit trouver 2,4 milliards d'euros, même si la N-VA aimerait que l'on réalise davantage d'efforts. On s'attend à ce que ce soient les dernières négociations budgétaires où il sera possible de prendre des décisions importantes. L'an prochain, on ne sera plus très loin des élections de 2018, et ce sera sans doute plus difficile. Par ailleurs, tout le monde sait qu'il faudra fournir des efforts importants si l'on veut respecter l'objectif d'un budget à l'équilibre en 2018. Si cela dépendait de la N-VA, il faudrait trouver 3,7 milliards d'euros pour l'an prochain.

Mais les autres partis s'en tiennent pour l'instant à 2,4 milliards d'euros, le montant qui a été avancé par le comité de monitoring – le groupe de hauts fonctionnaires qui suit le budget. Le montant à trouver n'est donc pas encore définitivement fixé.

Entre-temps, on regarde les économies déjà décidées, mais pas encore mises en place, et celles déjà mises en place, mais qui rapportent moins que prévu. Au total, il s'agit de 1,4 milliard d'euros. Si on s'attaque à ces dossiers problématiques, la recherche d'économies supplémentaires pourrait se limiter à 1 milliard d'euros.

Un des problèmes vient du fait que les économies de la ministre de la Santé, Maggie De Block (Open Vld) affichent un retard de 634 millions d'euros par rapport au plan. D'autres économies prévues au niveau des pensions (Daniel Bacquelaine) et du chômage (Kris Peeters) affichent également du retard. Par exemple, l'objectif de ne plus

comptabiliser les années d'études des fonctionnaires pour calculer leur pension n'a pas encore été mis en œuvre. La mesure qui prévoit d'accorder moins rapidement des allocations si une entreprise fait appel au chômage temporaire, n'est pas encore d'application. Globalement, les économies dans la sécurité sociale affichent un déficit de 278 millions d'euros par rapport au plan.

Un autre problème réside dans le fait que la réforme des services publics – la tentative d'économiser dans la fonction publique – rapporte trop peu. Ces mesures devaient rapporter 300 millions d'euros, mais pour l'instant, on n'en attend que 64 millions d'euros. Il semble irréaliste de ne pas réaliser les 910 millions d'euros de dépenses prévues. On devrait tout juste arriver à s'en tenir à 600 millions d'euros.

Pour résoudre ces deux problèmes, on pense à de nouvelles économies linéaires dans les ministères. Mais tout le monde ne considère pas que ce soit réaliste. «*Comment économiser encore dans la Justice, ou la Sécurité? Nous sommes déjà à la corde*», souligne une source proche du dossier.

Les revenus d'impôts sont tout aussi décevants. Ils affichent un déficit de 891 millions d'euros par rapport aux prévisions. «*Si nous voulons atteindre l'objectif fixé pour cette année, nous devons encaisser 3 milliards d'euros de plus au cours du second semestre. Est-ce réaliste?*», peut-on entendre de source gouvernementale. Pour combler l'écart dans les recettes fiscales, le gouvernement devrait en principe lever de nouveaux impôts. Mais cette idée ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme.

De plus, le comité de monitoring propose de prévoir un matelas de 1 milliard d'euros dans le budget pour compenser des possibles baisses de revenus. Mais tout le monde n'est pas prêt à accepter de faire de nouvelles économies dans les dépenses sociales pour constituer un matelas de réserve.

Les choses n'ont donc guère avancé. Par ailleurs, le budget suscite de plus en plus de controverses. Les nouveaux paramètres éco-

nomiques publiés aujourd'hui par le Bureau du plan n'aident pas vraiment. Pour cette année, la croissance économique est estimée à 1,4% au lieu de 1,2%. Mais pour l'an prochain, les estimations ont été revues à la baisse: de 1,5 à 1,2%. Et un ralentissement de la croissance équivaut à une baisse de revenus.

De plus, on a appris cette semaine que l'indice pivot serait dépassé plus tôt que prévu. Résultat: les salaires des fonctionnaires et les allocations devraient augmenter l'an prochain trois mois plus tôt qu'attendu, entraînant une hausse des coûts.

Troisième contretemps: les licenciements chez Caterpillar et Axa. Les allocations de chômage et les prépensions seront probablement plus élevées l'an prochain.

Et enfin, il y a l'exigence de la N-VA de réformer l'impôt des sociétés. En principe, cette opération doit être neutre. Mais la présidente de l'Open Vld, Gwendolyn Rutten, a déjà clairement fait savoir que «*cela pourrait avoir un coût*». D'autres partis craignent un dérapage budgétaire. «*Avant que l'on s'en rende compte, nous serons à nouveau dans une coalition violette*», commente une source gouvernementale.

LE RÉSUMÉ

D'après les négociations budgétaires en cours, Maggie De Block, Daniel Bacquelaine et Kris Peeters n'auraient **pas réalisé toutes les économies promises.**

Et Johan Van Overtveldt n'aurait **pas réussi à encaisser les rentrées fiscales attendues.**